



São Tomé & Príncipe

2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



- ⊕ Aéroport
- Route principale
- Capitale (212 600 hab., 2009)
- Autres villes importantes

Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

São Tomé et Príncipe

Vue d'ensemble

Le produit intérieur brut (PIB) de la République démocratique de São Tomé et Príncipe (STP) a marqué le pas en 2009 avant de rebondir légèrement en 2010, à 4.5 %, selon les estimations. L'aide étrangère et le secteur tertiaire – notamment le tourisme, le bâtiment et la vente au détail – ont tiré l'activité. Les prévisions tablent sur un taux de croissance de 5.0 % en 2011 et 6.0 % en 2012, grâce aux investissements directs étrangers (IDE) dans la prospection pétrolière et l'aménagement d'un nouveau port en eau profonde. Les perspectives à plus long terme restent cependant largement tributaires du potentiel encore incertain du secteur pétrolier, le démarrage de la production n'étant pas attendu avant 2016.

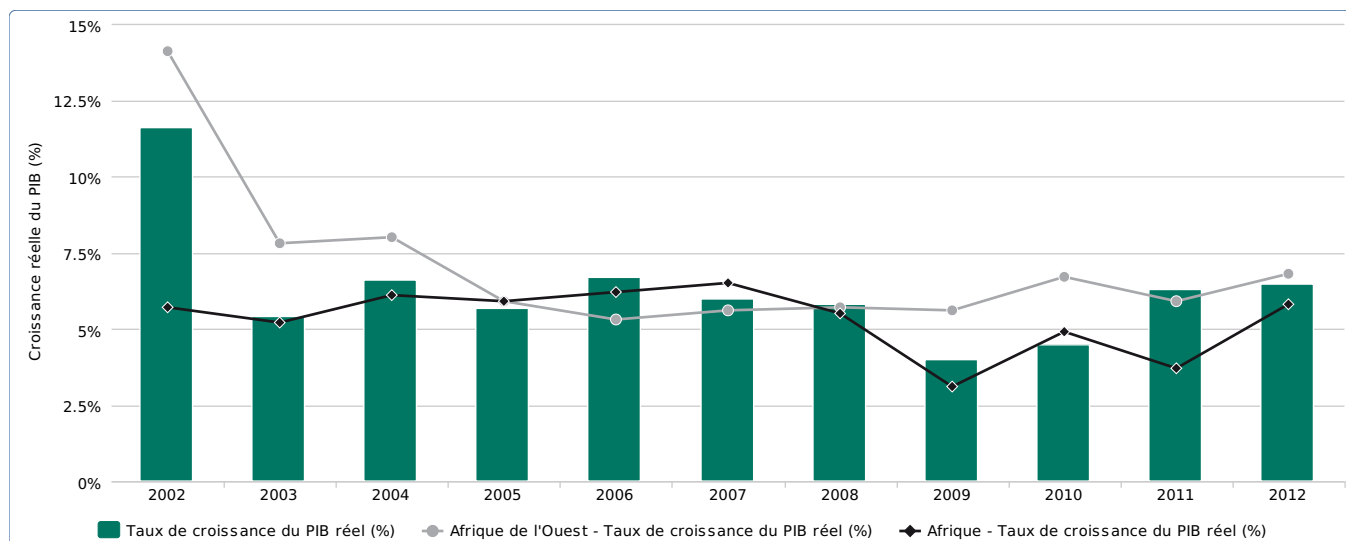
Les politiques macroéconomiques resteront restrictives. La politique budgétaire s'efforce de contenir les dépenses primaires actuelles à travers une meilleure gestion des finances publiques. Parallèlement, des mesures juridiques et techniques conjuguées à une augmentation des taxes frappant les importations liées aux futurs projets d'investissement devraient progressivement améliorer les recettes budgétaires. La politique monétaire cherche à maintenir l'arrimage du dobra (STD) à l'euro (EUR), introduit en janvier 2010. Toujours largement liée aux cours du pétrole et des denrées alimentaires importées, l'inflation a ralenti, à environ 11.4 % en 2010 (contre 16.7 % en 2009), grâce à la rigueur économique imposée par cet arrimage. Cette tendance baissière devrait se maintenir, pour autant que les politiques budgétaires respectent leurs objectifs et que les prix alimentaires internationaux restent stables. D'immenses défis structurels demeurent, cependant : l'alourdissement du poids de la dette, la vulnérabilité aux chocs extérieurs et l'absence de diversification.

Tant que les recettes pétrolières ne se concrétisent pas, le gouvernement restera fortement tributaire du financement extérieur. Les IDE ne devraient pas retrouver leurs niveaux d'avant-crise jusqu'au scrutin présidentiel de 2011. En 2010, les investissements ont été tirés par le secteur public, financé par des dons et des prêts assortis de conditions libérales. L'aide publique au développement (APD) a conservé son niveau de 2009 même si les décaissements ont été suspendus jusqu'à l'issue des élections législatives du mois d'août. Pour l'instant, l'APD a compensé le manque de dynamisme des IDE tout au long de 2010, favorisant le léger rebond de la croissance économique. Mais elle pourrait chuter en 2011, étant donné les pressions croissantes sur les budgets des donateurs.

Des partenaires émergents jouent depuis longtemps un rôle majeur dans le développement économique et social du pays. Si le Taipei chinois fait figure d'ancien, l'Inde et le Brésil intensifient leur coopération bilatérale. Le Nigeria, l'Angola et de plus en plus de pays voisins manifestent un intérêt croissant pour l'archipel. Le nouveau Premier ministre a affiché sa volonté d'élargir les relations commerciales et diplomatiques aux partenaires émergents pour donner un coup de fouet au développement du pays. En cette période de concurrence accrue pour des ressources limitées, São Tomé et Príncipe cherche à nouer de nouveaux liens avec différents partenaires émergents sans compromettre ses relations avec ses partenaires traditionnels.

L'année 2010 a été marquée par des élections locales et législatives, en août. Le gouvernement qui en est sorti, minoritaire, aura sans doute du mal à faire adopter des textes, voire à se maintenir au pouvoir. Le nouveau Premier ministre reste fidèle à son engagement de faire de São Tomé et Príncipe un pôle régional de transbordement. Il entend promouvoir la diversification de l'économie afin de réduire la dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier, dont les perspectives sont incertaines. À court terme, les résultats économiques dépendront de la stabilité du nouveau gouvernement et de l'issue du scrutin présidentiel, en juin 2011. La pauvreté, qui touchait environ 54 % de la population en 2009 selon les estimations, concerne particulièrement les zones rurales et périurbaines. La recherche de débouchés professionnels alimente un exode rural qui accroît la pression sur les infrastructures de la capitale et entretient le secteur informel – qui représenterait 63 % de l'économie. Les services publics d'électricité, d'assainissement, de santé et de gestion des déchets devront monter en puissance si le pays veut conforter l'amélioration tendancielle de ses indicateurs sociaux.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412331>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4	4.5	5	6
Inflation IPC	16.7	11.4	7.5	6.7
Balance budgétaire % PIB	17.6	-7.7	3.3	-8.4
Balance courante % PIB	-26.2	-28.1	-35.8	-34.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414687>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	17.6	17.1
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	0.4	0.6
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	6.7	6.7
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	2.2	2.2
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	6.5	8.3
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	24.4	26.5
dont hôtels et restaurants	1.3	1.5
Transports, entreposages et communications	14.2	14.1
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	6.7	12.3
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	13.4	8.3
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	7.8	4
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415656>

Les estimations de croissance du PIB pour 2010 tablent sur un taux de 4.5 % - un léger mieux par rapport aux 4 % de 2009 mais toujours moins que la moyenne de plus de 6.2 % observée entre 2004 et 2008. Les élections législatives d'août ont freiné la reprise économique en retardant les décaissements d'APD et, plus encore, les flux d'IDE. L'APD, le bâtiment, le logement et le secteur informel ont tiré la croissance en 2010, dopée par des dépenses liées aux élections qui auraient atteint près de 10 millions USD. Mais la croissance ne devrait retrouver ses niveaux d'avant-crise qu'après le scrutin présidentiel de 2011. Les investissements dans la prospection pétrolière ainsi que le démarrage de la construction du port en eau profonde viendront soutenir l'économie à compter de 2012.

Le secteur agricole, qui ne représente que 17.1 % du PIB, emploie plus de 60 % de la population active. Des infrastructures déficientes, des services publics inexistantes et le nombre de petits exploitants expliquent la faible productivité observée. Le pays doit par conséquent importer une grande partie de ses aliments, notamment le riz.

La sécheresse de huit mois qui a frappé l'archipel en 2010 a gravement compromis les performances agricoles. D'où un regain de l'inflation et des craintes pour la sécurité alimentaire du pays, l'approvisionnement intérieur dépendant largement d'une agriculture de subsistance fragile. La production de cacao - qui représente 88 % des exportations - aurait reculé de près de 20 % selon les estimations. Ce repli en volume a été en partie compensé par une augmentation des cours internationaux du cacao, qui se situent actuellement à un niveau inégalé depuis 30 ans. La production agricole va progressivement se redresser à partir de 2011, grâce aux investissements de l'État dans les engins agricoles et les engrais visant à doper la productivité. Le secteur privé devrait aussi reprendre ses investissements.

Les investisseurs étrangers contribuent à la diversification et à l'augmentation de la production agricole. Le français Malongo prévoit de réhabiliter en 2011 une ancienne plantation de café, *Roça Monte Café*, d'une valeur de 3 millions USD. Une autre entreprise française, qui cultive sur place du poivre et de la vanille depuis 2008, projette d'en exporter 400 tonnes à l'horizon 2015. La production de cacao biologique certifié monte en puissance, avec 400 tonnes sur un total de 3 500 tonnes en 2010. La filière offre aux producteurs un prix plus de six fois supérieur à celui du cacao classique. Cependant, la production cacaotière souffre de la parcellisation des terres, qui contraint fortement son développement.

La pêche offre de réelles perspectives économiques et pourrait se révéler décisive pour l'emploi, le revenu, la sécurité alimentaire et la diversification. Alors que les locaux pratiquent une pêche à petite échelle, la pêche industrielle a fait l'objet d'un accord avec l'Union européenne (UE) autorisant les chalutiers, surtout espagnols, français et portugais, à sillonner les eaux santoméennes. Conclu pour la période allant de juin 2006 à mai 2010, l'accord prévoyait une contribution financière de 663 000 EUR, destinée pour moitié au soutien de la politique halieutique de l'archipel. Un nouvel accord est en négociation. La Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement amélioreront l'organisme de certification actuel afin de favoriser les exportations des produits de la pêche vers l'UE, pour l'instant limitées du fait de la non-conformité aux normes phytosanitaires.

La production de pétrole et de gaz *offshore* dans la zone économique exclusive (ZEE) pourrait transformer l'économie de São Tomé et Príncipe. L'appel d'offre, dont le terme initial avait été fixé à septembre, a été prolongé de 60 jours pour susciter de nouvelles soumissions. Or, six sociétés seulement ont répondu présent (originaires d'Afrique du Sud, d'Angola, du Nigeria et de l'archipel), mais aucun poids lourd du secteur. Aucune réserve commercialement exploitable n'a pour l'instant été repérée. Les projets actuels les plus prometteurs se trouvent dans la zone de développement conjoint (JDZ) avec le Nigeria, située dans une région maritime qui fait l'objet de revendications frontalières concurrentes. Les perspectives de forage, toujours incertaines, sont entachées par des désaccords contractuels à propos du partage des profits, jugé inégal.

Les forages de Sinopec, le groupe pétrochimique chinois qui est aussi le principal acteur au sein de la JDZ, ont confirmé l'existence de réserves d'hydrocarbures dans les blocs d'exploration 2, 3 et 4 et de gaz (pour près de 28 milliards de mètres cubes) dans le bloc 1. Aucun de ces blocs n'ayant encore été mis en production, des doutes s'expriment quant à la viabilité commerciale de ces réserves. Chevron a creusé un puits en 2006, sans obtenir les résultats escomptés. En 2010, Total a acquis 45.9 % des parts du bloc de Chevron.

Les efforts visant à promouvoir la transparence dans le secteur pétrolier naissant de l'archipel ont connu un sérieux revers avec l'expulsion du pays, en avril 2010, de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI). L'absence notoire de progrès face aux objectifs fixés par l'EITI avait poussé les autorités à réclamer une suspension du processus. Mais le conseil d'administration de l'EITI s'est prononcé pour l'expulsion, considérant que São Tomé et Príncipe n'avait pas pu prouver que des circonstances exceptionnelles et imprévisibles échappant à son contrôle justifiaient une prolongation.

Les services publics et le bâtiment, tirés par la construction d'infrastructures touristiques et de logements ainsi que par l'entretien des routes, constituent l'essentiel du secteur secondaire, qui ressort à 17.8 % du PIB. Le pays ne compte que quelques entreprises, pour la plupart engagées dans la transformation des aliments : on

dénombrer une brasserie, une fabrique de jus de fruits, une usine d'huile de palme, une chocolaterie haut de gamme et une demi-douzaine de boulangeries. L'industrie manufacturière, qui représente 6.7 % du PIB, souffre de l'étroitesse du marché intérieur, du manque de capital humain, du coût de l'énergie et de la dépendance vis-à-vis des matières premières importées. La médiocrité de la production locale entretient la demande croissante des habitants pour des produits étrangers moins chers et de meilleure qualité.

Les autorités, qui entendent faire de l'archipel un pôle de services et de tourisme, mettent l'accent sur les infrastructures de transport et de services publics. Mais en 2010, les principaux chantiers censés soutenir ce projet n'avaient pas encore été lancés. Les projets d'investissement de Príncipe sont suspendus à la construction d'une nouvelle grue de déchargement pour le port. L'ancienne étant hors service depuis décembre 2009, les partenaires au développement recherchent des solutions à long terme. La remise en état ne devrait toutefois pas intervenir avant le milieu de l'année 2011.

L'économie santoméenne est tirée par le secteur tertiaire, qui représente plus de 65 % du PIB. Essentiellement informelle, l'activité repose surtout sur les petites entreprises de détail, les transports et les services financiers. Le gouvernement a fait le pari du tourisme, censé devenir la locomotive du développement du pays. Celui-ci progresse régulièrement, parallèlement à l'augmentation de la capacité d'accueil, et a atteint près de 7 000 visiteurs en 2010. Le formidable potentiel touristique de l'archipel repose sur son patrimoine culturel et architectural unique. Mais les contraintes structurelles demeurent, comme le prix des billets d'avion, encore élevé, et l'offre restreinte de liaisons aériennes. Aujourd'hui, seuls deux vols commerciaux relient l'archipel à l'Europe, ce qui maintient les tarifs à des niveaux artificiellement élevés.

La consommation privée - qui représente structurellement la plus importante part du PIB - et les investissements publics ont soutenu la demande en 2010. Les dépenses liées aux élections de 2010 y ont contribué. Mais ces achats de voix (ou *Banhos*), évalués à environ 10 millions USD (soit près de 5 % du PIB), n'ont pu totalement compenser le manque à gagner provoqué par la longue sécheresse. La consommation privée devrait repartir progressivement, grâce aux emplois créés par la construction du port en eau profonde et les chantiers touristiques. Par ailleurs, le revenu des ménages devrait profiter de l'amélioration graduelle de la production et des exportations agricoles.

L'investissement public a compensé le recul persistant des projets d'investissement privés, paralysés par la crise économique mondiale. Si l'énergie et les infrastructures de transport ont absorbé l'essentiel des investissements publics, aucun nouveau projet privé d'envergure n'a été annoncé. Quant à ceux qui étaient prévus, ils subissent toujours les effets de la crise mondiale et de l'incertitude politique liée aux élections. La progression de l'investissement public devrait être beaucoup plus lente en 2011 et 2012 cependant, dans la mesure où l'on attend une reprise des IDE avec l'aménagement du port en eau profonde en 2011. L'accélération des investissements liés à la prospection pétrolière et aux infrastructures touristiques devrait soutenir l'investissement privé à compter de 2012. Les dépenses publiques, consacrées en priorité aux infrastructures de base, à l'entretien et aux salaires des fonctionnaires, ne ressortent que faiblement dans la demande et ne devraient guère augmenter à court terme, du fait d'une politique budgétaire restrictive. La forte dépendance à l'égard des financements extérieurs (flux d'aide et IDE) constitue la principale menace pesant sur les perspectives économiques de l'archipel.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	36.4	48.6	13.3	9.4	7.7	7.1	5.4	4.7
Publique	17.7	29.6	20	9	7	6.5	3.4	2.7
Privée	18.7	19	2.8	10	9	0.6	2.1	1.9
Consommation finale	97.4	98.5	-0.2	2.9	4.4	-0.2	2.5	3.8
Publique	17.9	16.7	2.5	2.5	2.5	0.4	0.4	0.4
Privée	79.4	81.8	-0.8	2.9	4.8	-0.6	2.1	3.4
Secteur externe	-33.8	-47.1	-	-	-	-2.4	-2.9	-2.5
Exportations	16.5	10.9	3.9	5.7	7.9	0.4	0.5	0.7
Importations	-50.2	-58	5	6.3	5.8	-2.8	-3.5	-3.3
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	4.5	5	6

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416625>

Politique budgétaire

Le second accord triennal signé par les autorités en mars 2009 aux termes de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) trace le cadre de la politique budgétaire. Il s'agit de maintenir une consolidation stricte du budget, en limitant les dépenses et en augmentant les recettes. Malgré l'embellie des recettes liées aux licences pétrolières et en dépit des remises de dette antérieures à la crise mondiale, la situation budgétaire reste fragile, les droits à l'importation, instables, constituant près de la moitié des rentrées.

Malgré une politique budgétaire restrictive, le budget affiche un déficit en 2010, plombé par un recul des subventions reçues de l'étranger et l'effet persistant de la crise sur l'investissement privé. Si les royalties pétrolières pourront temporairement doper les recettes en 2011, le budget devrait rester dans le rouge à compter de 2012. Par le passé, les déficits ont été en partie financés par des retraits opérés sur le compte national du pétrole (NOA) et les gains liés aux privatisations. Résultat, les réserves du NOA atteignent à peine 10 millions USD en 2010, contre 49 millions en 2005. Si le dernier cycle d'appel d'offres de novembre 2010 ne donne pas lieu à de nouveaux bonus de signature, le NOA risque de se retrouver à court d'ici cinq ans.

Les recettes publiques engrangées en 2010 ont été environ 30 % inférieures aux prévisions. Cela tient à un décalage entre l'abaissement de l'impôt sur les sociétés, décidé en 2009, et la reprise d'activité du secteur privé, mais aussi à un moindre afflux d'APD du fait des élections. Les royalties pétrolières attendues en 2010, d'un montant de 30 millions USD, devraient plutôt se concrétiser en 2011. Les droits d'entrée ont pâti de l'absence d'IDE en 2010 mais la situation devrait progressivement s'améliorer avec le lancement de grands projets en 2011 et 2012.

Les autorités ont réagi en coupant 10 % de leurs dépenses courantes début 2010. Les salaires des fonctionnaires ont été gelés, après avoir sensiblement augmenté en 2009. La nouvelle équipe au pouvoir a maintenu ces dispositions et introduit d'autres mesures, essentiellement symboliques, comme le fait de limiter les déplacements officiels et le recours au parc automobile de l'État, réduisant les dépenses de carburant de 10 %. L'investissement public, financé à plus de 90 % par des dons et des prêts, n'a pratiquement pas été affecté.

L'augmentation des recettes intérieures se heurte à trois difficultés : l'omniprésence de l'activité informelle, l'obsolescence des infrastructures, en particulier dans l'énergie où l'approvisionnement est erratique, et l'évasion fiscale. L'impôt sur les sociétés ne concerne que 20 entreprises, dont des banques commerciales, l'opérateur télécom Companhia Santomense de Telecomunicações (CST), des hôtels et de gros acteurs de l'import/export. Les autres entités appartiennent au secteur informel ou bénéficient d'exonérations. L'introduction en 2010 d'un identifiant fiscal unique pour chaque particulier et chaque entreprise devrait permettre d'élargir lentement l'assiette fiscale, encore limitée, grâce surtout à l'augmentation des cotisations sociales qui ne sont actuellement versées que par les fonctionnaires et les salariés de sociétés étrangères.

Des réformes structurelles, parmi lesquelles l'adoption d'un progiciel de gestion des finances publiques (eSafe), sont en cours d'introduction pour accroître l'efficacité et la transparence de la gestion de la trésorerie publique. Ce projet, qui aurait dû démarrer fin 2009, était toujours en cours fin 2010 en raison de désaccords sur le logiciel. Il prévoit la décentralisation de la gestion des dépenses publiques afin d'améliorer le taux d'exécution budgétaire, actuellement inférieur à 80 %. Il implique aussi de déposer les recettes publiques à la Banque centrale et d'en confier la gestion au Trésor, tous les salaires des fonctionnaires devant être versés par virement bancaire.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	29.2	161.9	48.4	58.8	36.9	47.2	33.6
Recettes fiscales	10.8	37.7	16.4	16.7	17	16.7	16.2
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	16	121.3	30.4	39.8	17.6	28.2	15.2
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	38.9	40.3	33.5	41.2	44.5	43.9	42.1
Dépenses courantes	14.7	28.7	24.8	21.5	21.4	20.6	19.4
Sans les intérêts	10.5	27.4	23.9	20.9	20.7	19.8	18.6
Salaires	4.7	9	8.7	8.9	8.1	7.4	6.8
Biens et services	2.5	5.7	6.5	5.3	5.7	5.5	5.2
Intérêts	4.1	1.3	0.9	0.6	0.7	0.8	0.8
Dépenses en capital	24.2	11.6	8.7	19.7	23.1	23.2	22.6
Solde primaire	-5.5	122.9	15.8	18.1	-7	4.1	-7.6
Solde global	-9.7	121.5	14.9	17.6	-7.7	3.3	-8.4

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417594>

Politique monétaire

En janvier 2010, la monnaie nationale a été arrimée à l'euro. Cet arrimage, qui s'appuie sur l'ouverture par le Portugal d'une ligne de crédit d'une durée de 5 ans pour un montant de 25 millions EUR, devrait contribuer à la stabilité monétaire et renforcer la crédibilité de la politique macroéconomique du gouvernement. L'impact positif de cette décision s'est déjà fait sentir avec l'inflation, restée très faible au premier semestre. Il y a pourtant un risque de surévaluation du dobra, ce qui entraînerait une baisse de pouvoir d'achat pour les recettes libellées en dollars - notamment l'APD et les futurs contrats pétroliers. Pour l'instant, le léger fléchissement de l'euro par rapport au dollar observé en 2010 a entraîné une dépréciation du dobra vis-à-vis du dollar.

Tout au long de 2010, la politique monétaire a été dictée par la nécessité de contenir l'inflation, d'augmenter les réserves de change du pays et de préserver la parité vis-à-vis de l'euro (24 500 STD pour 1 EUR). Au second semestre pourtant, l'inflation a repris, attisée par la sécheresse, la fièvre de dépenses entourant les élections et l'amenuisement des stocks de riz et de sucre. L'inflation va rester largement tributaire des cours mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires, qui occupent une place croissante dans le panier de consommation des habitants (60 % en 2010).

Outre l'arrimage à l'euro, les efforts de stérilisation de la Banque centrale ont porté leurs fruits, l'inflation ayant été ramenée de 16.7 % en 2009 à 11.4 % en 2010, même si ce chiffre reste supérieur à la cible de 10 % fixée pour la fin de l'année. Cette évolution positive a bénéficié d'un moindre réajustement des attentes inflationnistes. L'inflation devrait tomber à 7.5 % en 2011 et à 6.7 % en 2012. La concrétisation de ces prévisions dépendra de l'aptitude du pays à gérer la volatilité des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers, mais aussi des futurs flux de monnaies étrangères liés aux contrats pétroliers en 2011 et aux IDE en 2012.

Malgré les efforts de stérilisation de la Banque centrale, les dépôts bancaires en devises avaient augmenté de 37 % en août 2010, provoquant une croissance de la base monétaire d'environ 10 % en 2010. C'est là malgré tout une amélioration par rapport aux 21.9 % enregistrés en 2009. Le taux d'escompte est resté stable, à 16 %, pour stimuler les prêts commerciaux à l'économie et le niveau obligatoire de réserves a été maintenu à 24.5 %.

Le gouvernement va devoir consolider les réformes économiques engagées depuis deux ans, améliorer la performance budgétaire et préserver ses réserves internationales ainsi que l'arrimage du taux de change. Cette consolidation devrait poser les jalons d'une accélération modérée de la croissance économique à partir de 2012. Cette rigueur macroéconomique accrue devrait aider à tenir les objectifs d'inflation.

Position extérieure

Le déséquilibre structurel entre les fortes importations et les faibles exportations provoque depuis 2001 un déficit persistant des comptes courants et du solde commercial. La balance commerciale s'est nettement dégradée en 2010, à la suite d'un sévère repli des exportations de cacao et alors même que la sécheresse provoquait une augmentation des importations de denrées alimentaires. La flambée des cours du pétrole et des produits alimentaires est venue aggraver un peu plus ce déséquilibre. Les années qui viennent ne devraient guère entraîner d'améliorations, dans la mesure où les exportations de cacao et les recettes touristiques ne parviendront probablement pas à compenser les importations associées aux flux attendus d'IDE.

Le cacao reste le principal produit d'exportation, représentant 88 % du total. La dévaluation du dobra et la bonne tenue des cours ont dopé la valeur des exportations du pays. Tant que la situation politique de Côte d'Ivoire restera instable, les prix du cacao devraient rester soutenus. Mais les capacités d'exportation de l'archipel sont trop limitées pour bénéficier à plein de termes de l'échange aussi favorables. En 2009, les denrées alimentaires, le pétrole et les machines ont représenté 57 % du total des importations, contre 51 % en 2000.

Bien que son importance diminue, l'UE reste le principal partenaire commercial, accueillant plus de 80 % des exportations santoméennes et étant à l'origine de 60 % de ses importations. Le Portugal est de loin le premier partenaire commercial bilatéral, avec 56 % des importations et 32 % des exportations. Les Pays-Bas et la Belgique absorbent 45 % des exportations de l'archipel. Depuis dix ans, la part des importations en provenance de partenaires émergents ne cesse d'augmenter, pour se situer autour de 20 % à 30 % en 2009. La part combinée de l'Angola et du Brésil, en nette progression depuis quelques années, atteint 25 %. En revanche, les exportations vers les partenaires émergents ont un peu marqué le pas, à seulement 8 % en 2009.

Le gouvernement n'a pas encore signé d'accord de partenariat économique (APE) avec l'UE, arguant du manque de maturité de l'économie et des difficultés que connaît l'industrie locale pour se plier aux règles de certification et aux exigences phytosanitaires imposées pour accéder au marché européen. Bien que le pays puisse officiellement bénéficier d'un traitement préférentiel au titre de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA), ses exportations vers les États-Unis sont encore frappées de taxes douanières à taux plein, le pays n'arrivant pas à respecter les normes de certification.

En 2010, les IDE ont repris, atteignant 25 millions USD, soit 13 % du PIB, contre 7.5 millions en 2009 (4 % du PIB). L'incertitude liée aux élections et l'effet persistant de la crise ont empêché une reprise totale des IDE, mais la prospection pétrolière à venir devrait permettre aux IDE de retrouver leur niveau record de 2008, à plus de 33 millions USD. En outre, le nouveau port en eau profonde, censé devenir opérationnel en 2011, devrait attirer 570 millions USD. Le principal projet visant à dynamiser le tourisme – la construction de deux hôtels par l'entreprise libyenne LAICO (pour un montant total d'environ 30 millions USD) – est au point mort depuis 2008. Les violents troubles que connaît la Libye et l'élection présidentielle de 2011 pourraient retarder encore un peu plus ces investissements.

São Tomé et Príncipe est extrêmement dépendant de l'aide extérieure pour financer ses dépenses d'investissement ainsi qu'une partie de ses dépenses de fonctionnement. Les dons ont représenté 47.6 % des recettes totales en 2010, contre 68 % en 2009, les décaissements au titre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPT) ayant pris fin en 2009. Ces dons – qui représentent 30.7 millions USD (soit 17.6 % du PIB) – couvrent 54 % des besoins d'investissement publics, alors que les prêts en assurent quelque 38 %. Plus de 95 % de l'aide extérieure va à des projets, contrairement aux principes de la Déclaration de Paris qui préconise le soutien budgétaire. La Banque mondiale est le seul partenaire à fournir intégralement son aide sous forme de soutien budgétaire.

Le Portugal et le Taipei chinois sont les deux principaux donateurs bilatéraux, ayant couvert chacun près de 20 % des investissements publics du pays en 2010. Les donateurs traditionnels subissent des pressions budgétaires consécutives à la crise économique. Par conséquent, l'Espagne a annoncé l'arrêt total de sa coopération technique dans l'archipel à partir de 2011 (1,5 million USD). Les dons de riz du Japon, qui couvrent plus de la moitié de la consommation annuelle du pays, ont légèrement reculé, de 4 000 tonnes en 2009 à

3 320 tonnes en 2010.

Les donateurs multilatéraux participent à des projets dans l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, la lutte contre le sida mais aussi les infrastructures. Le Fonds européen de développement (FED) apporte un peu moins de 20 % du budget public d'investissement et met l'accent sur les infrastructures, l'entretien des routes ainsi que l'assistance technique et le renforcement des capacités dans les administrations. Le plan quinquennal de la BAFD (2011-2015) entend aider le gouvernement dans sa lutte contre la pauvreté rurale. La BAFD couvre 11 % des investissements publics et privilégie des secteurs comme l'agriculture, la pêche et la sécurité alimentaire, la formation technique et professionnelle et les routes rurales.

Cette diversité des partenaires au développement alourdit considérablement le fardeau de l'administration santoméenne, ce qui explique un taux moyen de décaissement de l'APD de l'ordre de 60 % depuis quelques années. La faible capacité d'absorption de l'aide est encore aggravée par la nécessité d'importer tous les matériaux nécessaires par le port de l'archipel, dont les dysfonctionnements ralentissent la réalisation des projets. Une meilleure coordination entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Planification et des finances, conjuguée au projet du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) visant à améliorer la coordination entre donateurs, devrait renforcer l'efficacité de l'aide.

La contrepartie or et devises de la Banque centrale, dopée par le fruit des privatisations et l'aide extérieure, augmente régulièrement : elle est passée de 40.9 millions EUR à fin 2007 à 57.8 millions EUR en mai 2010. Elle représentait 5.4 mois d'importations moyennes en 2009, contre 4.3 mois en 2008. La compagnie publique d'eau et d'électricité Empresa de Agua e Electricidade (EMAE) devrait à terme être privatisée, pour améliorer sa viabilité financière et les services fournis.

L'archipel a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE en 2007, ouvrant la voie à une annulation de dette de 327 millions USD, soit 91 % de sa dette extérieure multilatérale. En 2010 cependant, le ratio de la valeur actualisée nette de la dette extérieure était repassé à 21.5 % du PIB, contre 11 % après les allègements consentis au titre de l'Initiative PPTTE. Près de 68 % de l'endettement du pays correspond à une dette extérieure. Une capacité d'exportation limitée et une faible base de production, qui ne devraient guère évoluer à court terme, exacerbent le risque de voir le pays replonger dans une situation de surendettement. Pour minimiser ce risque, les autorités se sont engagées à faire appel aux subventions extérieures et à des prêts à des conditions très avantageuses pour financer leurs programmes de développement, afin d'éviter les emprunts aux conditions du marché. Un nouveau texte de loi, qui prévoit que l'Assemblée nationale approuve tous les emprunts publics, internes et externes, devrait par ailleurs être finalisé fin 2011.

Les envois de fonds des travailleurs expatriés contribuent largement à la consommation privée des ménages. Selon les estimations, quelque 30 000 Santoméens vivraient au Portugal, ce qui représente grossièrement un tiers de la population active totale de l'archipel. Ces envois sont essentiellement informels, même si la Banque mondiale les évalue à 2 millions USD pour 2010. Ce montant semble relativement stable depuis dix ans, à l'exception d'un pic en 2008, avant la crise, à pratiquement 3 millions USD.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-24.4	-41.8	-47.6	-37.5	-41.2	-41.2	-39.7
Exportations de biens (f.o.b.)	7	4.7	5.9	5.2	5.2	4.7	4.4
Importations de biens (f.o.b.)	31.3	46.5	53.5	42.7	46.4	45.9	44.1
Services	-9.4	-12.7	-7.8	-7.1	-10.2	-11.2	-9.8
Revenu des facteurs	-2	4.2	2.3	1.8	1.6	1.3	1.7
Transferts courants	18.8	11.7	14.7	16.6	21.7	15.2	13.6
Solde des comptes courants	-17	-38.6	-38.4	-26.2	-28.1	-35.8	-34.2

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.


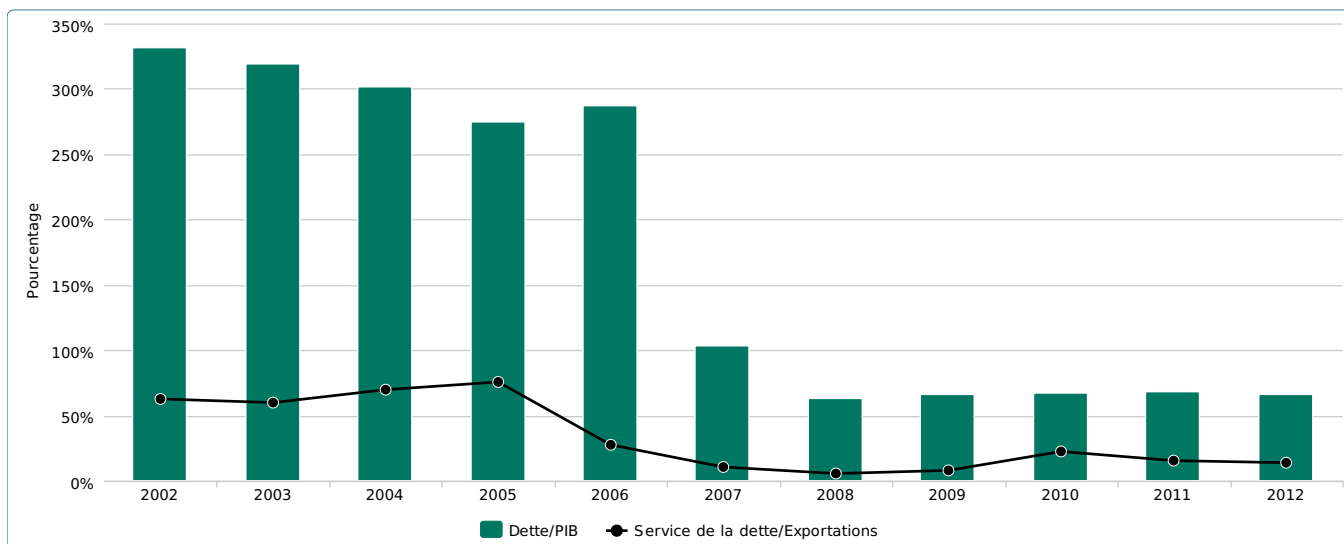
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418563>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412331>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Le secteur privé de São Tomé et Príncipe se caractérise par un petit nombre d'entreprises opérant dans le commerce, le bâtiment et le tourisme. L'édition 2011 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale sur le climat des affaires classe l'archipel à la 178^e place sur 183 pays. Ce classement traduit une application laxiste de la loi, l'inadéquation des infrastructures et l'instabilité politique passée. Les législations et réglementations régissant l'investissement sont pesantes et la bureaucratie est omniprésente – sans parler des risques de corruption. D'autres facteurs freinent l'investissement, comme le contrôle des changes, des restrictions frappant les opérations financières, la question foncière et l'emprise des pouvoirs publics sur la pratique commerciale quotidienne. Les entreprises locales et les firmes étrangères bénéficient du même traitement au regard de la loi.

En 2010, la chambre de commerce a instauré un guichet unique afin de stimuler et faciliter la création d'entreprises. Cette amélioration tant attendue a été contrebalancée par l'obligation de réunir un capital minimal pour les sociétés à responsabilité limitée.

Le système financier de l'archipel, étroit, est sous-développé et fortement dollarisé. Avec moins de 1 % de prêts improductifs, le secteur financier est sain. La plus importante et plus ancienne banque commerciale du pays, Banco Internacional de São Tomé et Príncipe (BISTP), est un consortium formé par les autorités nationales, la Caixa Geral de Depositos du Portugal et la première banque de dépôts angolaise, BAI. La BISTP gère les deux tiers des crédits et des dépôts bancaires. Les six autres banques commerciales sont encore en sommeil.

Le crédit intérieur au secteur privé reste limité et coûteux même s'il est accessible sans discrimination aux investisseurs étrangers et du cru. Le marché local pour la banque de détail est extrêmement réduit étant donné le niveau du salaire mensuel moyen (1.5 million STD, soit 60 EUR) et l'importance des coûts d'entrée. Par conséquent, la majorité de la population n'a pas accès à des services bancaires formels. Les dépôts en devises représentent près de 60 % des engagements des banques commerciales, sachant qu'environ 60 % des prêts au secteur privé sont libellés en devises.

Un système informatisé de compensation des règlements internationaux, SPAUT STP, devrait être instauré au deuxième trimestre 2011. Fruit d'un partenariat entre la Banque centrale, la CST et un consortium bancaire, ce dispositif prévoit d'ouvrir 20 distributeurs automatiques de billets et 40 guichets. Il s'appuiera sur le système de paiement Visa. Malgré une montée en puissance des compagnies d'assurance, le secteur financier non bancaire reste globalement embryonnaire.

Autres développements récents

Le programme du gouvernement visant à transformer le pays et à en diversifier l'économie entend renforcer quatre grands axes : *i)* la bonne gouvernance ; *ii)* la croissance et le développement ; *iii)* la cohésion nationale et sociale ; et *iv)* l'état de droit. La nouvelle équipe au pouvoir s'est pour l'instant engagée à poursuivre les réformes de la gestion des finances publiques engagées par ses prédécesseurs. Le transfert du département de la coopération du ministère des Affaires étrangères au ministère de la Planification et des finances, dans une volonté de souligner l'importance de l'APD dans le budget national, est la principale évolution observée en 2010. La justice est actuellement le maillon faible de l'administration santoméenne, la force exécutoire des contrats étant pratiquement inexistante.

L'entreprise publique EMAE est en cours de restructuration, avec l'appui de la Banque mondiale. Les efforts visant à attirer les capitaux étrangers et à améliorer la viabilité financière sont censés préparer l'entreprise à sa future privatisation, dans un scénario proche de celui qui a concerné la CST. Le gouvernement a autorisé la compagnie nationale de carburants Empresa Nacional de Combustiveis e Oleos (ENCO) à ajuster ses tarifs en fonction des fluctuations des cours afin de supprimer progressivement les subventions.

L'entreprise publique pétrolière angolaise Sonangol accroît sa présence dans l'archipel. Le gouvernement lui a octroyé des concessions pour gérer le principal port du pays, à Ana Chavez, ainsi que l'aéroport international. Sonangol est censé améliorer l'aéroport, en prolongeant sa piste de 300 mètres, en installant des éclairages et en modernisant le terminal. Les discussions concernant une possible prise de participation de Sonangol dans EMAE et ENCO et la construction d'un dépôt de carburants à Neves ont été relancées, mais elles progressent lentement.

Le principal projet d'investissement concerne la réhabilitation de la route nationale n°2, pour un montant de 24.5 millions EUR. Il devrait être conclu en 2011. Financée par une ligne de crédit portugaise, cette route reliera la capitale à Ribeira Peixe, dans le district de Caué, le plus pauvre du pays. Pour sa part, la construction d'un port en eau profonde, proposée par la multinationale française CMA-CGM, a été reportée du fait de la crise

financière. Les premiers travaux devraient démarrer en 2011 et le port devrait être opérationnel en 2014, pour un coût total de 570 millions USD. Grâce à cette nouvelle infrastructure, l'archipel devrait pouvoir s'imposer comme pôle régional pour le transport transatlantique de marchandises, mais des projets similaires chez ses voisins risquent de saper le potentiel économique de l'installation si les travaux sont encore retardés.

L'accès à une source d'énergie fiable et bon marché reste problématique. Cela étant, l'inauguration récente de la centrale électrique financée par le Taipei chinois à Santa Amaro devrait permettre au pays de couvrir ses besoins en doublant pratiquement ses capacités. Reste à construire un réseau de distribution adapté pour réduire les pertes, qui peuvent représenter jusqu'à 40 % de la production. Une solution pourrait consister à relier les réseaux indépendants utilisés par les anciennes plantations portugaises au réseau national de distribution, ce qui permettrait de raccorder un quart de la population en plus. Des solutions alternatives d'énergies renouvelables sont à l'étude, dont la construction de microcentrales hydroélectriques et la mise en place d'installations solaires pour les communautés rurales.

La Banque mondiale milite pour la libéralisation du marché des télécommunications, sur lequel CST règne actuellement en maître, afin de le rendre plus efficace et plus dynamique. Après une croissance de 60 % en 2009, le marché de la téléphonie mobile a de nouveau progressé de 25 % en 2010. Avec 100 000 abonnés, le taux de pénétration s'établit à 60 %. Le raccordement de l'archipel au câble sous-marin en fibre optique reliant la côte ouest de l'Afrique à l'Europe, attendu pour 2012, devrait considérablement améliorer les télécommunications du pays. La CST a annoncé en juin 2010 la signature de contrats pour un montant de 25 millions USD. Le projet sera financé par l'entreprise, la Banque mondiale et Portugal Telecom. Dès que le câble sera opérationnel, la CST envisage de lancer des services de communication de troisième génération.

La *Carta Agricola*, feuille de route pour l'agriculture qui couvre la période 2006-15, prévoit de subventionner la distribution aux exploitants d'engrais, de semences et d'engins afin d'améliorer la productivité. En outre et avec l'appui des donateurs, les autorités projettent d'améliorer les infrastructures rurales, de faciliter l'accès aux marchés intérieurs et extérieurs et de développer les compétences de gestion des agriculteurs grâce à des formations périodiques ciblées.

Les défis environnementaux sont étroitement liés à la pauvreté dans les zones rurales. La déforestation s'accélère, avec la transformation locale des bois tropicaux en charbon ou leur vente à l'étranger. L'archipel manque de moyens et de personnels pour préserver la faune et la flore locales, uniques et particulièrement riches. Le parc national d'Obo, principale attraction touristique du pays, manque de financements et son potentiel touristique est sous-exploité. Si l'on veut préserver et élargir le jardin botanique et son herbier exceptionnel, il faut impérativement renforcer sa gestion et son entretien.

Partenaires économiques émergents

Étant donné la taille de São Tomé et Príncipe et sa dépendance extrême à l'égard des financements extérieurs, les autorités ont adopté une approche pragmatique de la coopération au développement. Elles s'efforcent d'élargir leurs relations au-delà des rapports de longue date qui les lient au Portugal, l'ancienne puissance coloniale, et d'autres donneurs occidentaux, en se rapprochant de partenaires émergents comme le Brésil, le Taipei chinois et l'Inde, mais aussi en confortant ses relations régionales, en particulier avec l'Angola et le Nigeria. Si les partenaires de l'UE dominent encore les échanges, les importations de pétrole en provenance de l'Angola représentent désormais 20 % des importations totales du pays. Le gouvernement table sur les IDE de partenaires économiques émergents pour développer la prospection pétrolière, le tourisme et d'autres secteurs d'activité.

Le Taipei chinois, le Brésil et l'Inde sont devenus des partenaires au développement actifs dans des domaines tels que la coopération technique, le renforcement des capacités, les infrastructures et la culture. Le Premier ministre a annoncé vouloir nouer des partenariats avec le Nigeria, la Libye, le Gabon, le Qatar et la Turquie. En 2008, l'Angola et la Libye ont fait part de leur intérêt pour la construction d'hôtels et le secteur touristique naissant de l'archipel.

São Tomé et Príncipe entretient des relations depuis 1997 avec le Taipei chinois plutôt qu'avec la République populaire de Chine. Le Taipei chinois aurait, depuis cette date, versé plus de 140 millions USD de dons à l'archipel. Mais les échanges commerciaux sont minimes et les relations économiques se résument essentiellement à des prêts concessionnels, un soutien budgétaire et de l'aide. L'appui du Taipei chinois à des projets d'éradication du paludisme a été couronné de succès, le pays ayant ramené le taux d'infection de 44 % à 3,7 %. En octobre 2010, le pays a inauguré la nouvelle centrale construite par Taiwan Electrical and Mechanical Engineering Services (TEMES), qui double son approvisionnement en électricité. L'installation sera gérée par des sous-traitants du Taipei chinois pendant un an, avant d'être confiée à des ingénieurs santoméens.

Les relations diplomatiques avec le Taipei chinois pourraient se tendre depuis que la société chinoise de pétrochimie Sinopec est devenue le principal acteur de la zone de développement conjoint grâce à l'acquisition, en 2009, d'Addax Petroleum. Pour l'instant, la Chine n'entretient aucune relation diplomatique ou commerciale avec l'archipel, mais les autorités santoméennes ont fait savoir qu'elles souhaiteraient discuter d'une éventuelle collaboration. Pour autant, le Taipei chinois et São Tomé et Príncipe ont affirmé leur volonté de maintenir leur relation ancienne.

Les relations diplomatiques avec l'Inde, confortées depuis deux ans, restent relativement limitées. Le ministre santoméen des Affaires étrangères s'est rendu en Inde en décembre 2009, une première depuis l'indépendance. L'Inde a accepté d'ouvrir une ligne de crédit de 5 millions USD et d'octroyer un don de 1 million USD pour créer un « incubateur technologique » au service du développement des petites et moyennes entreprises (PME). Le sous-continent apportera aussi sa coopération technique dans l'agriculture, les infrastructures et le secteur des hydrocarbures. São Tomé et Príncipe est la 47^e nation africaine à rejoindre le projet de réseau internet panafricain des autorités indiennes. Ce projet permettra à l'archipel de communiquer par vidéoconférence avec d'autres pays de l'Union africaine (UA) dans le domaine des services de santé en particulier, mais aussi de relier l'hôpital principal installé sur l'île de São Tomé à plus de dix hôpitaux indiens. Les importations indiennes sont quasi inexistantes alors que les exportations vers l'archipel – estimées à seulement un million USD par an en moyenne – concernent les produits chimiques organiques, les produits pharmaceutiques, le coton et les instruments médicaux.

Le potentiel pétrolier de São Tomé et Príncipe a convaincu les autorités brésiliennes d'ouvrir leur première ambassade sur l'archipel en 2003. Ces relations s'inscrivent dans le cadre de la coopération Sud-Sud du Brésil et de sa coopération avec les pays d'Afrique lusophone, qui sous-tendent des initiatives telles que le forum Brésil-Afrique. À l'inverse de certains partenaires, l'aide du Brésil n'est ni liée à l'achat de biens et de services brésiliens, ni à des conditions politiques. En 2010, les deux pays ont conclu un accord de coopération de 5,8 millions USD pour soutenir les PME, la politique de logements sociaux, l'introduction d'un salaire minimum, la seconde phase du programme d'alimentation dans les écoles, une assistance technique à la politique de gestion de l'eau et la prévention du paludisme. L'ambassadeur du Brésil a également annoncé la construction d'un centre de formation professionnelle, qui devait démarrer début 2011. Enfin, le Brésil anime un centre culturel très dynamique dans la capitale São Tomé.

L'émergence de nouveaux partenaires a eu un impact très positif sur le développement économique de l'archipel. L'énergie, la santé et l'éducation ont été les trois domaines privilégiés de l'aide au développement fournie par les partenaires émergents. N'ayant aucun établissement d'enseignement supérieur, São Tomé et Príncipe doit compter sur des établissements étrangers pour former son capital humain. Si le Portugal propose depuis longtemps des bourses d'études, les partenaires émergents comme le Brésil, le Taipei chinois et Cuba aident également de plus en plus d'étudiants santoméens à accéder à l'enseignement supérieur.

Les partenaires émergents sont aussi censés investir dans des secteurs clés – tourisme, ports et hydrocarbures – qui permettront d’assurer la croissance à long terme du pays et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l’aide extérieure. L’ambition de l’archipel de devenir un pôle de services dans le golf de Guinée sera fortement tributaire de sa coopération avec ses voisins. Le récent appel d’offre dans la ZEE indique d’ailleurs que les investissements privés proviendront d’acteurs africains.

Le nouveau Premier ministre prévoit de resserrer les relations commerciales et économiques avec les pays de la région et de renforcer l’intégration régionale. Alors que l’équipe précédente misait essentiellement sur le Portugal et l’Angola comme partenaires stratégiques, le nouveau gouvernement s’ouvre de plus en plus à la sous-région, multipliant les contacts avec le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Nigeria notamment. Cette évolution stratégique, reflétée par les voyages officiels effectués par le Premier ministre dans les mois suivant sa prise de fonctions, devrait faciliter le projet qui entend faire de l’archipel un pôle de services pour la sous-région.

Contexte politique

Longtemps reportées, les élections locales et législatives ont finalement eu lieu en août 2010. Après 32 ans de règne du Movimento de Libertação de São Tomé e Príncipe-Partido Social Democrata (MLSTP-PSD), l'Acção Democrática Independente (ADI) a obtenu 26 sièges sur 55 à l'Assemblée nationale. Aucun parti n'ayant vraiment pris l'avantage, le pays fonctionne avec un parlement sans majorité et un gouvernement minoritaire. La formation du président Fradique de Menezes, le Movimento Democrático Forças da Mudança-Partido Liberal (MDFM-PL), a essuyé une défaite humiliante en n'obtenant qu'un seul siège. L'ADI a fait le plein parmi les jeunes urbains et dans les provinces les plus peuplées (Agua Grande, Trindade et Santana).

Les candidats aux prochaines élections présidentielles, prévues mi-2011, ne se sont pas encore fait connaître, sachant que le président sortant ne peut briguer un troisième mandat. Le MDFM-PL a du mal à se remettre de sa défaite et cherche à se réinventer en attirant de jeunes talents.

La situation sociale a été un peu tendue en 2010, les employés des entreprises publiques comme l'EMAE et l'aéroport réclamant de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire.

Contexte social et développement des ressources humaines

La croissance n'a pas été suffisante pour relever les défis sociaux et de développement. Le pays ne devrait atteindre que trois des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2015 : l'enseignement primaire universel, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle. Grâce au soutien de ses partenaires au développement, l'archipel a fait des progrès remarquables en matière d'éradication du sida et du paludisme et pourrait bien réaliser aussi ce 6^e OMD.

La stratégie de réduction de la pauvreté continue de privilégier l'augmentation des revenus pour les populations rurales en dopant la productivité agricole et l'emploi dans les communautés rurales. Les chances de réaliser les OMD relatifs à l'extrême pauvreté, l'égalité des sexes et l'instauration de partenariats pour le développement restent néanmoins minimes. La pauvreté, qui touchait environ 54 % de la population en 2009 selon les estimations, est omniprésente dans les zones rurales et périurbaines. Le pays manque de logements décentes, en particulier dans le sud et à Príncipe. Le salaire mensuel minimum officiel est de 400 000 STD (25 USD) et le salaire mensuel des fonctionnaires de 1.5 million STD. La malnutrition reste une menace permanente.

Le taux d'alphabétisation approche les 90 %. D'après l'Unicef, le taux net de scolarisation avoisine les 83 % et pourrait atteindre les 100 % d'ici 2015. Mais deux problèmes persistent : le décrochage des élèves dans le secondaire et l'emploi des jeunes diplômés.

Le taux de chômage ne cesse de progresser depuis dix ans, surtout dans la capitale, et atteindrait actuellement 26.8 %. S'ils veulent retenir les diplômés de retour de leurs études à l'étranger, les pouvoirs publics doivent leur proposer de meilleurs débouchés. Les offres d'emploi dans les zones rurales reculées se font de plus en plus rares, ce qui alimente l'exode des pauvres vers la capitale, où ils trouvent à travailler dans le secteur informel, qui représenterait actuellement 63 % de l'activité. La politique agricole fait partie du plan d'action du gouvernement pour créer des opportunités dans les communautés rurales.